

AVANT-PROPOS

Le thème du *Rapport sur le développement en Afrique 2007 – Mettre les ressources naturelles au service du développement durable de l'Afrique* – a été choisi en raison de la nécessité de mieux comprendre les pratiques de gestion des ressources naturelles sur ce continent. Le regain d'intérêt pour les ressources africaines s'explique, dans une large mesure, par la croissance économique mondiale, particulièrement forte en Asie, et par la demande de combustibles fossiles et de produits minéraux qui l'accompagne. Dans ce contexte, comment l'Afrique peut-elle tirer le meilleur parti de ses ressources pour son propre développement, étant donné la complexité de la situation et les arbitrages à opérer ? Ces ressources naturelles suscitent toujours plus d'intérêt sur le marché, mais sont également nécessaires à cette région pour se développer.

C'est dans cet esprit que la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) ont conjointement organisé la Grande Table 2007, lieu de débats sur les obstacles à surmonter et les stratégies à déployer pour mettre la gestion des ressources naturelles africaines au service de la croissance et de la lutte contre la pauvreté. Le *Rapport sur le développement en Afrique 2007* s'appuie sur le fruit de ces réflexions et le complète. Il définit clairement les conditions d'une implication plus active des parties prenantes dans la bonne gestion de la richesse générée par les ressources naturelles de l'Afrique. Les principaux acteurs (pouvoirs publics, entreprises, organisations de la société civile et populations locales) doivent

travailler ensemble pour permettre à cette richesse de déboucher sur un développement socioéconomique à grande échelle, tenant compte des enseignements et de l'impact des précédents cycles d'expansion et de récession du secteur des produits de base. Ce point est essentiel au vu du paradoxe de l'abondance, également appelé « la malédiction des ressources naturelles ». Il souligne l'impérieuse nécessité de créer des synergies, et de les intensifier, entre le secteur public, le secteur privé, la société civile et les partenaires extérieurs qui œuvrent pour le développement. Des programmes tels que l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, le Processus de Kimberley ou le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs doivent être consolidés et vigoureusement soutenus.

En coopération avec d'autres parties prenantes et partenaires, la Banque africaine de développement accroît actuellement son appui financier aux réformes de la gouvernance et des institutions dans le secteur des ressources naturelles. Elle apporte des services d'assistance technique, de renforcement des capacités, un savoir et des conseils pour, notamment, l'instauration de régimes fiscaux et d'instances de réglementation adéquats. La Banque est prête à redoubler d'efforts.

Le *Rapport sur le développement en Afrique 2007* invite à repenser le rôle des ressources naturelles dans le développement économique et dans le recul de la pauvreté en Afrique. Il présente les questions cruciales qui découlent de ce potentiel encore relativement peu exploité et propose une analyse détaillée

II Avant-propos

de solutions visant à inverser les tendances actuelles. Nous espérons qu'il constituera un important catalyseur du changement, ainsi que le point d'amorçage d'un processus plus vaste qui conduira toutes les parties prenantes à passer à l'action pour mettre une gestion efficiente des ressources naturelles au

service du développement durable en Afrique.



Donald Kaberuka
Président

Banque africaine de développement